



BLOCAGE DU CENTRE DE CORRECTION DE BLANQUEFORT les militant.es évacués.es par les forces de l'ordre restent en alerte

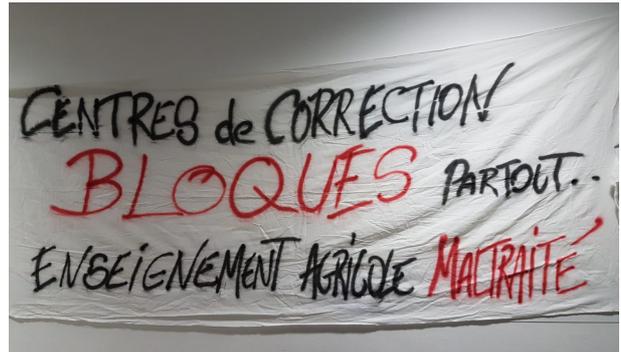
Après avoir distribué des tracts et dialogué avec les correcteur.rices devant le centre de corrections des épreuves Bac pro au lycée agricole de Blanquefort, lundi, l'intersyndicale Snetap-FSU / CGT-Agri / SUD-Rural a décidé, ce matin très tôt, d'entamer une action de blocage du centre de correction du baccalauréat professionnel de l'inter-région sud-ouest.

Dès 6 heures, une vingtaine de représentant.es de l'intersyndicale, des régions Nouvelle Aquitaine et

Occitanie, ont donc bloqué, l'accès aux salles de corrections et de stockage des copies. Cette action s'inscrivait dans l'action nationale intersyndicale de refus de convocation, refus des corrections et blocage des centres de corrections d'examen, comme l'action menée la veille à Rennes et le même jour à Blois, Troyes et Château Gonthier.

Ces actions nationales dénoncent les trois mesures majeures du gouvernement :

- la réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle qui en transférant aux branches professionnelles la gestion et la gouvernance de l'apprentissage livre le marché de la formation professionnelle aux appétits d'officines privées au détriment des CFA publics et de lycées agricoles,
- le projet de réforme du bac qui condamne à moyen terme les filières générale et technologique dans les lycées agricoles,
- la dégradation annoncée des conditions de rentrée 2018 et la perspective de suppressions d'emplois pour le budget 2019,
- et enfin la dégradation des conditions de rentrée 2018, la perspective de suppressions d'emplois pour le budget 2019 et la menace de fermeture de petits établissements comme Moissac.



A 11 heures, sans que le ministère n'ait daigné encore répondre à nos revendications, les forces de l'ordre ont reçu l'ordre d'évacuer les militant.es qui bloquaient l'accès à une salle. Une évacuation dans le calme mais musclée que les militant.es ne pouvaient comprendre alors que le Ministre ou ses représentant.es étaient encore muet.tes 4 heures après le début de l'opération.

Ce n'est que quelques heures plus tard que les personnels mobilisés ont appris l'accord de la Conseillère à l'Enseignement du Ministre, pour une rencontre avec les élu.es des 3 organisations syndicales, le mercredi 27 juin.

Les militant.es ont pris acte de cette rencontre et quitté le site de Blanquefort. Elles et ils attendent les résultats des échanges à venir mais restent mobilisé.es et si nécessaire poursuivront et amplifieront les blocages des centres de correction dans les jours et les semaines à venir.

Blanquefort, le 26 juin 2018